

13 DECEMBER 2016 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE FACE À LA MENACE TERRORISTE ET SUR L'EXPOSITION "SITES ÉTERNELS : DE BÂMIYÂN À PALMYRE", À PARIS LE 13 DÉCEMBRE 2016

[Télécharger le .pdf](#)

Madame la Directrice générale de l'UNESCO,
Madame la Ministre,
Madame la Présidente, Chère Sylvie HUBAC,
Monsieur le Président-directeur, Cher Jean-Luc MARTINEZ,
Mesdames et Messieurs,

Il y a des coïncidences terribles, tragiques, qui font qu'au moment où nous inaugurons cette exposition, il y a des bombardements sur Alep. Il y a des destructions, il y a des populations civiles qui sont prises en otages, martyrisées et il y a, à Palmyre, le retour de Daech.

Pendant un an, à Palmyre, de mars 2015 à mai 2016, les terroristes de Daech s'en sont pris, comme toujours, aux populations civiles mais également au patrimoine de la cité antique, dynamitant les temples de Bêl et de Baalshamin.

J'ai une pensée particulière pour Khaled AL ASAAD qui, longtemps, a été le conservateur du lieu, l'ancien directeur des antiquités de Palmyre et qui a été décapité à 82 ans, sur les lieux même de ce qu'il pensait être le patrimoine de l'Humanité.

Alors, à cet instant, nous pourrions nous dire : « Quand des populations sont à ce point visées par le régime syrien, ses alliés et par Daech, faut-il se préoccuper du patrimoine ? Qu'est-ce qui est le plus important ? Sauver des vies ou sauver des pierres ? »

Mais ces combats sont inséparables. Il faut, à la fois, sauver des vies et sauver les pierres. Parce que ce que veulent les terroristes et, d'une certaine façon, le régime, c'est tout détruire. Détruire toutes les traces du passé et, en même temps, toutes les possibilités d'un futur. C'est instaurer une forme de barbarie qui ferait qu'il n'y aurait rien, rien d'autre que ce massacre perpétré et cet anéantissement.

Nous sommes conscients de ce que nous devons faire. D'abord, aujourd'hui, à Alep, faire en sorte qu'il y ait des couloirs humanitaires qui permettent aux populations qui sont, ainsi, enfermées d'accéder à l'aide alimentaire, aux médicaments et faire que les civils qui voudraient sortir de cette ville d'Alep puissent le faire en toute sécurité. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il n'y a plus un hôpital, plus une école à Alep. Nous devons faire, d'abord, ce travail-là.

Nous devons, aussi, prendre notre responsabilité quant à la protection du patrimoine. C'est dans ce contexte que je voulais être présent aujourd'hui.

Cette exposition a plusieurs vocations. D'abord, alerter l'opinion sur l'ensemble du désastre que constitue la destruction du patrimoine universel. Ensuite, faire connaître les sites aujourd'hui inaccessibles. Nous le pouvons grâce à l'ingéniosité, à l'innovation d'entreprises qui s'avèrent être françaises mais qui ont besoin du concours de partenaires y compris en Syrie, en Irak partout où elles peuvent faire ce travail magnifique de reconstitution.

Enfin, cette coproduction du Musée du Louvre et de la RMN a un cadre exceptionnel, le Grand Palais. Il va prochainement connaître une ambitieuse restauration dont j'ai veillé à assurer le financement avant la fin de mon mandat £ cela pour que Sylvie HUBAC qui, elle, a un mandat beaucoup plus long, puisse avoir tous les moyens pour mettre en œuvre ce projet qui va représenter 350 millions d'euros dont 200 millions au titre du Programme des investissements d'avenir. Parce que c'est investir dans l'avenir que de restaurer le Grand Palais.

Cette exposition que nous venons de découvrir ensemble est saisissante. Elle met en lumière l'extraordinaire beauté du patrimoine du Moyen-Orient mais, également, à travers les images, et les documents qui sont produits, son extrême fragilité, sa vulnérabilité face à la folie de ceux qui veulent assassiner la mémoire.

Son parti pris est d'évoquer quatre sites emblématiques : Khorsabad, dans le Nord de l'Irak, Palmyre, la

Grande Mosquée des Omeyyades de Damas et le Krak des Chevaliers, à l'Ouest de la Syrie. Quatre sites qui illustrent la diversité des cultures concernées : la Haute Antiquité, l'époque romaine, l'Islam et la Chrétienté d'Orient. Quatre sites avec lesquels la France, à travers sa propre histoire, ses archéologues, ses artistes, a noué depuis le XVIIème siècle une relation privilégiée.

Nous avons voulu, pour alerter le plus grand nombre, que l'exposition puisse être gratuite, offrant ainsi grâce aux mécènes que je remercie la possibilité aux visiteurs de s'immerger dans ces lieux devenus inaccessibles.

La construction de l'exposition emprunte à des technologies qui sont aussi merveilleuses que le patrimoine qu'elle nous donne à connaître. Grâce aux images qui proviennent des drones, grâce à l'entreprise ICONEM, nous pouvons retrouver ce qu'était le site, comprendre comment il a pu être détruit et comment il pourrait, éventuellement, être réhabilité.

Grâce à ces techniques utilisées par des hommes et des femmes absolument remarquables qui sont des sentinelles innovantes, nous pouvons reconstituer le passé et nous projeter dans le futur.

Je salue cette créativité, cette audace, car il faut aller là-bas £ que personne n'imagine que ces images ont pu être prises d'ici, malgré tous les progrès de la science. Non. Il a fallu aller sur place. Grâce à cette audace, nous pouvons cartographier, préciser et recenser les éléments des temples, des monuments qui ont été détruits par les terroristes.

Dans l'exposition, il y a aussi des cartes animées, des cabinets de curiosités et des témoignages permettant, là encore, de mieux comprendre la notion de patrimoine de l'Humanité et de savoir ce que les archéologues ont pu mettre à jour et qui justifie cette reconnaissance par l'UNESCO.

Ce patrimoine nous lie, tous et toutes, sur la planète. Nous sommes finalement attachés à ces traces de nos civilisations qui nous rappellent que nous sommes issus de la même Humanité.

Mais, en même temps, restituer virtuellement des sites ne peut pas suffire. Il nous faut, aussi, les protéger, les sauver, les conserver. C'est, là, l'urgence.

J'avais demandé à Jean-Luc MARTINEZ de me remettre un rapport « un rapport de plus », aurait-on dit un rapport sur les propositions qui pourraient être faites, non pas à la France, mais à la Communauté internationale pour que nous puissions protéger le patrimoine, en lien avec l'UNESCO.

Jean-Luc MARTINEZ, malgré ses éminentes responsabilités pour le Louvre, a pu, grâce à ses équipes, faire des propositions opérationnelles pour la protection du patrimoine de l'Humanité. Elles ont été présentées à l'UNESCO et il est même venu au Japon pour les faire connaître aux dirigeants du G7. Ce fut un moment assez particulier £ après avoir discuté des problèmes économiques de la planète, des sujets plus politiques, nous avons eu à entendre Jean-Luc MARTINEZ. Il a rappelé qu'au-delà des sujets d'actualité, il y avait ce que nos responsabilités appelaient pour sauver notre passé et notre histoire. Ces propositions ont été reprises par le G7. Je les ai, aussi, exprimées devant l'Assemblée générale des Nations unies et, enfin, la semaine dernière, à Abou Dabi.

La Conférence d'Abou Dabi, placée sous le haut patronage de l'UNESCO et organisée par Jack LANG, a été un succès. Plus de 40 Etats étaient présents ainsi que de nombreux acteurs publics et privés représentant les plus grands établissements culturels, les universités et les fondations. Une déclaration politique a été adoptée. C'était le plus facile. Elle marque une volonté internationale d'agir et prévoit des engagements concrets en faveur du patrimoine culturel mondial, dont deux initiatives.

La première initiative, c'est la création d'un Fonds international dont l'objectif est de collecter 100 millions de dollars pour soutenir des projets de réhabilitation, de protection, faire des programmes de formation et accueillir des uvres, dès lors qu'elles présentent le risque d'être détruites dans l'emplacement qui est le leur, aujourd'hui.

La France a annoncé qu'elle y contribuait à hauteur de 30 millions de dollars. Nous avons souhaité que nos amis des Emirats fassent le même effort. Ils l'ont fait. Donc, nous attendons maintenant d'autres contributions. Ce Fonds sera opérationnel dès le premier trimestre de l'année prochaine. Il financera, je l'ai dit, un certain nombre de projets. Nous identifierons les projets, en lien avec l'UNESCO, pour faire en sorte qu'ils puissent être traduits dans la réalité le plus rapidement possible.

La seconde initiative consiste à créer un réseau de refuges dans les pays victimes ou menacées de destruction patrimoniale ou, en dernier recours, de mise à l'abri dans un pays tiers. Là aussi, certains pourront faire des comparaisons. Il faut accueillir les personnes, les réfugiés, sans doute au plus près de

là où ils vivaient. C'est ainsi que la Turquie, le Liban et la Jordanie font un effort considérable £ des millions de personnes sont accueillies dans des camps ou dans un certain nombre de villes des pays voisins de la Syrie ou de l'Irak. Il nous faut faire, aussi, cet effort en Europe et nous le faisons, en France. Nous faisons même en sorte de localiser les Syriens et de les conduire des camps où ils sont, aujourd'hui, jusqu'ici. C'est ce que l'on doit faire au titre de l'asile.

Mais nous avons aussi voulu accueillir des uvres qui, d'une certaine façon, cherchent un refuge. Le Louvre et la Bibliothèque de France sont à la tête d'une mobilisation internationale pour mettre en place ce réseau et plusieurs grands établissements dans le monde feront également leur devoir. Dans les semaines à venir, je souhaite que cette coalition internationale que nous avons formée et qui doit s'engager pour protéger les uvres puisse être élargie à des pays d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique et, aussi, à de grandes institutions philanthropiques.

La feuille de route que nous avons adoptée à Abou Dabi a deux autres objectifs.

Le premier, c'est la lutte contre les trafics illicites d'uvres, d'éléments du patrimoine. Ces trafics ne sont pas nouveaux et ne sont pas simplement liés à l'activité des terroristes. Il y a toujours eu ce commerce souterrain, cette utilisation du patrimoine à des fins mercantiles. Mais il se trouve que les terroristes ont compris qu'ils pouvaient en faire commerce £ non pas simplement détruire, mais vendre des objets ou des éléments patrimoniaux pour se financer et, ainsi, poursuivre leurs activités barbares. Nous avons, donc, demandé à l'Europe d'adopter, dès l'année prochaine, un projet de règlement relatif à l'importation illicite de biens culturels dans toute l'Union européenne.

Le second objectif que nous devons nous donner, c'est que le Conseil de sécurité celui-là même que nous avons saisi, ce soir, pour trouver une solution humanitaire pour les populations civiles d'Alep puisse adopter une résolution qui appuierait toutes les décisions que nous avons prises, notamment à Abou Dabi, pour protéger le patrimoine dans les situations de conflit.

Notre conviction, c'est que la protection du patrimoine est un enjeu, à la fois pour préserver le passé, mais aussi pour préparer l'avenir. Car, lorsque les guerres seront finies, lorsque les conflits seront arrêtés c'est bien là ce qui doit nous mobiliser alors, il faudra reconstruire et reconstruire, aussi, des sociétés blessées, déchirées, fragmentées, comme les uvres du patrimoine. Tout reconstruire : les sociétés humaines et les biens patrimoniaux. Pour que les sociétés se remobilisent et qu'elles retrouvent confiance dans leur avenir, il faudra qu'elles soient conscientes de leur histoire et de leurs origines.

Mesdames et Messieurs,

Cette exposition est un acte militant, y compris pour le visiteur qui viendra, non pas parce que c'est gratuit, mais parce qu'il voudra être un acteur et pas simplement un spectateur £ un acteur de la protection du patrimoine, en contribuant, aussi, par des actes de générosité à la restauration des sites et, tout simplement, en prenant connaissance de ce qui a déjà été détruit.

Cette exposition est la meilleure réponse à la propagande de haine, de destruction et de mort développée par le terrorisme islamiste. Je souhaite que nous puissions porter ensemble un message de vigilance et d'espoir en faisant en sorte de toucher le plus grand nombre de publics. Ce qui est terrible dans les épreuves que nous pouvons connaître ce sont, bien sûr, les épreuves elles-mêmes, mais c'est quelquefois leur ignorance £ le fait qu'il n'y ait pas d'image, qu'il n'y ait pas de trace. Cela vaut pour les massacres de la population civile, cela vaut aussi pour les uvres. C'est lorsqu'il y a les images nous y revenons lorsqu'elles sont à ce point saisissantes et révélatrices de ce qu'est capable de faire l'homme contre l'homme, qu'il peut y avoir une mobilisation.

C'est pourquoi il y a une cohérence dans ce que nous avons voulu faire £ avec l'exposition de « L'histoire commence en Mésopotamie » au Louvre-Lens, la Conférence d'Abou Dabi et ici, au Grand Palais. Nous devons tous nous mobiliser pour devenir, si je puis dire, des passeurs d'art, défendre ce qui nous réunit : la culture, le respect des civilisations, la connaissance, la transmission, pour continuer à retracer le long chemin de l'Humanité. Parce que nous sommes, à la fois, comptables du passé et responsables du présent et de l'avenir.

Merci.